



Communiqué

Communiqué de presse-Mercredi 6 juillet 2011

Fessenheim : donnons son corps à la science !

L'autorité de Sûreté Nucléaire (l'ASN), le gendarme du nucléaire français, vient de rendre un avis positif sur le prolongement de l'exploitation de la plus ancienne centrale nucléaire française en fonctionnement. Une position qui semble aller contre le sens de l'histoire et qui peut être perçue, au regard des statistiques de la centrale, comme un risque très important pour la société française. Si l'Etat suit l'avis de l'ASN, il passera à côté d'une opportunité : faire de Fessenheim, un chantier-école du démantèlement. Explications.

Une accidentologie en constante hausse depuis 2004

Selon les chiffres de l'ASN, le nombre d'incidents sur le site est en nette augmentation : 200 ont eu lieu au cours des huit dernières années, sur les 300 recensés depuis vingt-deux ans.

Pour Marc Sénant, coordinateur du réseau risques industriels à FNE : « *EDF explique ces chiffres par des contrôles plus pointus, prenant en compte des événements non identifiables auparavant. Sauf que, sur les autres sites, qui subissent donc les mêmes contrôles, le bilan ne confirme pas cette tendance. Pour l'année 2006 par exemple, la moyenne d'incidents s'élève à 11 par réacteur, quand la seule centrale de Fessenheim en accuse 46. Elle n'est donc absolument pas plus sûre en vieillissant, comme l'annonce EDF.* »

Développer une expertise du démantèlement

Plusieurs pays ont déjà annoncé leur sortie du nucléaire et près de 500 réacteurs vont, d'ici 30 ans, devoir être démantelés. En France, un seul réacteur, celui de Brennilis, a fait l'objet d'une telle opération. Opération qui s'est terminée en fiasco technique et juridique notamment parce qu'il n'existe pas de lieu pour stocker les déchets issus de ce démantèlement et que le savoir-faire est embryonnaire.

Défaire, c'est aussi travailler

Pour Bruno Genty, président de FNE : « *Il faut faire don du corps de la centrale de Fessenheim à la science, transformer ce site en chantier-école du démantèlement, former les ingénieurs français et ainsi anticiper l'émergence d'un marché. Ce savoir-faire de la déconstruction représente l'avenir de la filière nucléaire française. Je*

rappelle que FNE demande, depuis longtemps, l'organisation d'un débat public autour de cette problématique du démantèlement. » Il ajoute : « Fessenheim ne produit que 1,67% de l'électricité française. La fermer ne changerait rien, ou presque, du point de vue de la stabilité de l'approvisionnement des français. »